



Déclaration FSU – CTSD du 18 janvier 2019

La nouvelle année s'annonce une nouvelle fois bien sombre pour le service public d'éducation et les enseignants. Rarement, un gouvernement n'a été aussi loin dans la désinformation et le mépris. Affirmer, comme il vient de le faire, qu'il travaille depuis 18 mois pour améliorer le pouvoir d'achat et les conditions de travail des enseignants, est tout simplement scandaleux. Depuis plusieurs années, les organisations syndicales alertent l'institution sur la dégradation des conditions de travail des enseignants et des élèves, et sur la crise de recrutement qui s'est installée dans l'éducation. La FSU, ici même, a plusieurs fois averti et pointé les difficultés grandissantes et le mal-être perceptibles chez les collègues et dans les établissements. Plutôt que d'entendre les représentants et les revendications des personnels, les gouvernements successifs les ont ignorés ou ont voulu les discréditer, ce gouvernement les méprise. Ce mépris et cet aveuglement devant les revendications et la souffrance des personnels devient irresponsable pour ceux qui devraient être à leurs côtés, pour leur permettre d'exercer leur métier dans les meilleures conditions possibles afin de construire la société de demain avec les élèves. Combien de temps faudra-t-il encore pour que l'institution et les politiques comprennent que ce n'est pas avec des incantations ou des injonctions que l'on répond aux attentes des personnels et des citoyens ?

Le ministère de l'Éducation n'est pas en reste lorsqu'il tente de dissimuler le nombre réel de suppressions de postes tout en se préparant à modifier le statut des enseignants pour leur imposer deux heures supplémentaires. Dans l'académie de Lille, qui décroche une nouvelle fois la triste palme du record des suppressions de postes, la réalité s'annonce brutale pour les élèves et les personnels. C'est l'équivalent de 287 postes d'enseignants du second degré qui sera supprimé à la rentrée 2019 alors même que les lycées et les collèges attendent 620 élèves de plus. Pour les collèges du nord, c'est l'équivalent de 29 postes en moins pour 379 élèves en plus. Le nombre d'élèves augmente mais, d'année en année, les postes diminuent et personne ne peut faire croire que cela va arranger les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels. Petit à petit, l'administration diminue les dotations en utilisant tous les moyens possibles : réformes, augmentations des seuils, transformations d'heures postes en heures supplémentaires...

La dotation de la rentrée 2019 dans les collèges du nord voit encore son nombre d'heures postes diminuer pendant que les heures supplémentaires augmentent : -533 HP pour 303 HSA supplémentaires. En deux ans, cela représente plus de 1270 HP en moins soit l'équivalent de 70 postes supprimés pendant que les heures supplémentaires ont augmenté d'environ 640 heures.

Les SEGPA sont, quant à elles, une nouvelle fois touchées par une diminution de leurs moyens. Six d'entre-elles vont être contraintes de fermer une division puisqu'elles perdent chacune 26 heures. Les autres voient leur dotation en heures postes diminuer. En deux ans, les SEGPA du département ont perdu 709 HP pour 245 HSA supplémentaires. Les HSA représenteront 8,7 % de la dotation SEGPA à la rentrée 2019 contre 4,6 % à la rentrée 2016. La SEGPA est pourtant une voie de réussite pour de nombreux élèves. Elle permet d'accéder à des formations qualifiantes et d'obtenir des diplômes. Elle contribue à la démocratisation scolaire. Pour maintenir la qualité de cette structure, il faut lui maintenir ses moyens mais c'est tout le contraire qui est constaté depuis plusieurs années. La FSU refuse cette disparition organisée des SEGPA dont l'efficacité est reconnue et exige le retour des moyens d'enseignements afin de pouvoir conserver une structure à quatre divisions.

La FSU dénonce ces choix budgétaires qui sont en fait liés à un choix politique : celui de supprimer 50000 emplois dans la Fonction Publique d'État au nom du dogme de la réduction de la dépense publique et au mépris de la réalité du terrain. Dans les collèges, les effectifs élèves vont continuer d'augmenter. La DEPP indique qu'à la rentrée 2021, les collèges compteront 110 000 élèves de plus qu'en 2017. Il devient intolérable de voir les dotations se réduire d'année en année et d'entendre l'institution minimiser les effets dans les établissements, en faisant porter la responsabilité de l'échec scolaire sur les enseignants alors même qu'elle refuse d'écouter leur expertise. La FSU a d'ores et déjà déposé des préavis de grève et œuvrera à la construction de toutes les actions possibles pour dénoncer et empêcher une rentrée 2019 synonyme de régression, de tri social et d'abandon scolaire.